

# LES ENTREPRISES DE SÉCURITÉ EN 2001



Direction des Statistiques Économiques, DSE.

## LE MOT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

La conjoncture socio-politique et économique sévissant dans le pays depuis quelques années a engendré de grandes modifications au sein du secteur des services. Les limitations observées au niveau des informations statistiques y relatives ont porté l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) à effectuer une série d'enquêtes en vue d'une meilleure appréciation dudit secteur. L'enquête sur les Entreprises de Sécurité se situe dans le cadre de cette démarche.

Dans le cadre du renforcement de la Direction des Statistiques Économiques (DSE) en vue de la mise en place d'une nouvelle base de Comptes Nationaux et l'implémentation du SCN93, l'IHSI prend plaisir à soumettre à l'appréciation des décideurs, des agents économiques et des chercheurs, les résultats de l'enquête sur les Entreprises de Sécurité. Ces résultats permettent d'avoir une connaissance plus approfondie du fonctionnement de ces Entreprises.

L'enquête sur les Entreprises de Sécurité constitue un point de départ pour la production de statistiques économiques fiables et actualisées de cette branche d'activité. Elle sera suivie d'autres enquêtes plus légères en vue d'assurer une continuité dans la production et la diffusion des statistiques économiques dans ce domaine.

L'IHSI remercie vivement tous ceux qui ont facilité la réussite de cette opération. Ces remerciements s'adressent essentiellement au Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) pour son appui inconditionnel et aux Responsables des Entreprises de Sécurité qui, par leur collaboration, ont rendu possible la réalisation de cette enquête. L'IHSI espère qu'ils vont poursuivre dans le même sens et s'engage, de son côté, à continuer à respecter scrupuleusement la confidentialité des informations individuelles en vue de garantir la pérennité de cette collaboration qui ne peut être que bénéfique à toute la communauté.

Au cours de l'année fiscale 2001 les Entreprises de Sécurité ont pu, avec une Production estimée à 266.5 millions de gourdes et des Dépenses d'Exploitation de 24.3 millions de gourdes, dégager une Valeur Ajoutée d'environ 242.2 millions de gourdes. 63% de la richesse créée a été distribuée à un effectif de 4590 salariés dont les Agents de sécurité constituent l'essentiel, 91%. L'Excédent Brut d'Exploitation de 63 millions de gourdes résultant a favorisé des Investissements de l'ordre de 17.9 millions de gourdes.

## LES CHIFFRES CLES DES ENTREPRISES DE SÉCURITÉ

Données comptables en milliers de gourdes	
Production	266.494
Consommation Intermédiaire	24.307
Valeur Ajoutée	242.187
Masse Salariale	151.982
Impôts	27.240
Salaires versés aux Agents	115.494
Excédent Brut d'Exploitation	62.965
Investissements	17.927

Nombre d'entreprises	27
Nombre de salariés	4590
Nombre d'Agents de sécurité	4176

Salaire moyen annuel (Gdes)	33111
Salaire moyen annuel par Agent (Gdes)	27656
Valeur ajoutée par salarié (Gdes)	52764

Taux de valeur ajoutée	91%
Part des salaires	63%
Taux de marge	26%
Taux d'investissement	7%

Graph 1



## CARACTERISTIQUES DES ENTREPRISES

Les Entreprises de Sécurité, ont fait leur apparition en Haïti au cours des deux dernières décennies en raison de la montée de l'insécurité qui a prévalu dans le pays. Hormis une ou deux entreprises qui ont débuté leurs activités vers la fin des années 80, la majorité ont fait leur apparition dans le pays à partir de 1994-1995. Ces entreprises, pour la plupart, présentent des caractéristiques similaires en matières d'organisation et de fonctionnement. En effet, la structure juridique révèle que la grande majorité de ces entreprises (93.%) sont des sociétés anonymes et s'établissent à la capitale. Ne disposant en général pas de succursales, les plus importantes économiquement sont représentées, dans quelques villes de province, par des Agents sous la supervision et la gestion de la Maison Mère.

Toutes les Entreprises recensées dans l'enquête sont de nationalité haïtienne et sont gérées par des haïtiens. En ce qui concerne le capital social, pour un taux de non réponse situé dans les 25%, il ressort qu'environ le quart (25%) de ces entreprises possèdent un capital social de 25.000 gourdes, 11% disposent d'un capital social ne dépassant pas 200.000 gourdes et 7% sont dans les limites de 300.000 gourdes. La proportion la plus grande, soit 32% des entreprises, ont 100.000 gourdes de capital social. La majorité des entreprises consultées, soit 83.6%, ont déclaré détenir un livre comptable.

## ANALYSE DES RESULTATS

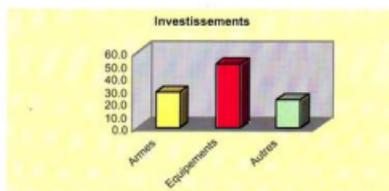
Les principaux indicateurs calculés pour évaluer la situation économique et financière des Entreprises de Sécurité, à partir des résultats de l'enquête, montrent qu'en dépit du fait qu'il s'agit d'une activité récente dans le pays, ces entreprises disposent d'énormes potentialités économiques.

Elles ont dans l'ensemble totalisé pour l'année 2001 une production de l'ordre de 266.5 millions de gourdes. Face à des dépenses d'exploitation de 24.3 millions de gourdes, la Valeur Ajoutée de 242.2 millions de gourdes obtenue a permis d'avoir un Excédent Brut d'Exploitation de 63 millions de gourdes, ce qui a suscité des investissements de l'ordre de 17.9 millions de gourdes.

**Tableau 2**  
Répartition de l'Investissement selon la Nature des Transactions

Nature des Transactions	Montant (Gdes)	%
Acquisition d'armes	4.960.390	27.7
Equipements de Transport	9.082.011	50.7
Autres investissements	3.884.927	21.6
<b>Total</b>	<b>17.927.328</b>	<b>100.0</b>

**Graphe 2**



Compte tenu des caractéristiques particulières de ces entreprises, la part la plus importante des investissements a été consacrée aux dépenses en équipements de transport (50.7%) et en armes (27.7%). Ces deux acquisitions sont les éléments de base de ces entreprises.

En ce qui concerne la taille de l'entreprise, 25% ont un effectif inférieur à 50 employés, 18.4% compris entre 51 et 100, 39.3% entre 101 à 300 et 17.3% ont plus de 300 employés, données qui confirment l'importance des Entreprises de Sécurité dans la distribution de l'emploi. Toutefois, leur structure particulière montre la prédominance des Agents de sécurité et des employés de sexe masculin dans la composante socio-professionnelle. En effet, sur un effectif total de 4590 employés, 98,7% sont des hommes et 4176 sont des Agents de sécurité soit 91% des salariés. Au niveau des Agents de sécurité, le taux de masculinité est quasiment égal à 100%, seulement 0.7% sont des femmes.

La Masse Salariale de l'ensemble de ces entreprises se chiffre à environ 151.9 millions de gourdes. Le salaire annuel moyen se situe à 33111 Gdes, soit un salaire mensuel moyen de 2759 Gdes. Il convient de noter que les Agents de sécurité mobilisent plus de 75% de la masse salariale soit 115.4 millions de gourdes. Une telle situation ne se justifie pas dans la part du salaire versé à l'Agent (environ 2700 gdes par mois), mais plutôt dans le poids de ces derniers tant au niveau de l'effectif qu'à celui de leur tâche au sein de l'entreprise.

Les dépenses d'exploitation effectuées sont estimées à environ 24.3 millions de gourdes. Les plus importantes sont celles consacrées à la location de bâtiment soit 24.9%, puis viennent ensuite les dépenses effectuées au niveau du transport (14.1%), les dépenses en Carburant et Combustibles (11.1%), en Assurance Equipement (10.9%), en munitions (10.8%), etc.

**Tableau 3**  
**Montant des Dépenses de Consommation Intermédiaire**

Biens et Services Utilisés	Montant (Gdes)	%
Eau et Electricité	1.745.624	7.2
Carburant / autres combustibles	2.699.124	11.1
Assurance Equipement	2.643.584	10.9
Publicité	711.805	2.9
Location de Bâtiment	6.054.836	24.9
Télécommunications	2.349.833	9.7
Transport	3.433.600	14.1
Frais Administratifs	951.547	3.9
Dépenses en Munitions	2.622.182	10.8
Autres Dépenses	1.095.130	4.5
<b>Total</b>	<b>24.307.265</b>	<b>100.0</b>

**Graph 3**



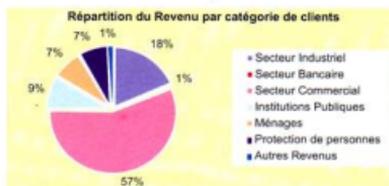
Les revenus proviennent en grande partie des contrats signés par l'Entreprise pour la sécurité personnelle, entre l'entreprise et les divers secteurs privé, public et résidentiel. Ces contrats génèrent des revenus totalisant 269.9 millions de gourdes soit 98.7% de l'ensemble global des revenus de ces entreprises, tandis que le 1.3% restant est imputable à d'autres revenus non spécifiés. Le secteur commercial se révèle le plus important client en totalisant plus de la moitié des revenus générés (56.5%). Ce résultat traduit le souci dudit secteur en matière de sécurité.

**Tableau 4**

**Montant du Chiffre d'Affaires par Catégorie de Clients**

Catégorie de Clients	Montant (Gdes)	%
Secteur Industriel	48.796.500	18.1
Secteur Bancaire	1.712.574	0.6
Secteur Commercial	152.500.558	56.5
Institutions Publiques	23.448.000	8.7
Ménages	20.052.428	7.4
Protection de personnes	19.984.500	7.4
Autres Revenus	3.445.750	1.3
<b>Total</b>	<b>269.940.310</b>	<b>100.0</b>

**Graph 4**



**PROBLÈMES ET CONTRAINTES VUS PAR LES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE**

Selon la plupart des dirigeants, les Entreprises de Sécurité sont dans l'ensemble confrontées à divers problèmes qui constituent de vrais goulots d'étranglement à l'épanouissement du secteur. Près de 40% d'entre eux témoignent de la difficulté à se procurer une licence de travail. En outre, environ 90% des Responsables rencontrés déclarent que le véritable nœud gordien réside dans l'incapacité de trouver légalement des armes et des équipements nécessaires à l'accomplissement de leur travail. Pour pouvoir obtenir ces instruments de travail indispensables, ils sont obligés de s'approvisionner à prix fort sur le marché parallèle.

Plus de 50% des Responsables pensent que les lois régissant le fonctionnement des Entreprises de Sécurité ne répondent pas tout à fait aux critères définissant ce secteur d'activité. Lors des conflits de travail, opposant la Direction de l'Entreprise à l'Agent de sécurité, le Tribunal de travail du Ministère des Affaires Sociales (MAS) tranche selon eux, dans la majorité des cas, en faveur de l'Agent. De plus, la responsabilité de l'Entreprise, mise en cause dans tous les actes posés par l'Agent, est une source de préoccupation majeure pour eux. L'Entreprise doit répondre obligatoirement en cas de vol, meurtre, affrontement ou tout autre délit commis par l'Agent dans le cadre de sa fonction.

En vue de surmonter ces problèmes les Dirigeants de ces Entreprises ont fait certaines suggestions qui peuvent se résumer ainsi:

- Faciliter aux Entreprises de Sécurité l'accès à la licence de travail.
- Soumettre au Parlement pour ratification des lois régissant ce genre d'activité.
- Etablir une procédure pour faciliter l'obtention de licence pour les armes utilisées par ces Entreprises.
- Etablir dans le code du travail des règlements appropriés aux Agents de sécurité afin de mettre fin aux sources de conflit.

## CADRE METHODOLOGIQUE DE L'ENQUETE

L'enquête se réfère aux Entreprises de Sécurité fonctionnant sur l'ensemble du territoire national et la période de référence considérée est l'exercice fiscal 2000-2001. D'après la Classification Internationale Type par Industrie (CITI)<sup>1</sup>, ces entreprises couvrent les activités des gardes du corps, des patrouilles urbaines, de surveillance et de gardiennage des immeubles de résidence et d'affaires, etc.

La liste définitive constituée à partir des recherches entreprises auprès des différentes administrations publiques concernées a permis d'identifier vingt-sept (27) entreprises dont vingt-cinq (25) dans l'Aire Métropolitaine et deux (2) au Cap-Haïtien.

L'instrument de travail utilisé pour obtenir les informations est un questionnaire de neuf (9) modules portant sur les caractéristiques de l'entreprise et les informations économiques et financières. Outre le Questionnaire, d'autres documents techniques tels que le guide Méthodologique, le Manuel d'instructions, le Plan de tabulation ont été utilisés.

La collecte a été assurée par un technicien junior de la DSE et devrait s'étaler sur une période de quinze (15) jours. Cependant, compte tenu de l'emploi du temps trop chargé et de l'absence prolongée des Responsables des Entreprises de Sécurité, la phase de collecte et de récupération des questionnaires a duré plusieurs mois. La méthode de travail consistait à établir un premier contact avec le Responsable de l'entreprise pour la remise du questionnaire. Par la suite une entrevue sur rendez-vous a été réalisée soit pour la récupération du document rempli, soit dans la perspective d'une éventuelle assistance pour le remplissage du questionnaire.

Les opérations de saisie ont été réalisées à partir du logiciel ACCESS. Les informations ont été par la suite vérifiées afin de corriger les valeurs incohérentes, puis transférées sur le logiciel SPSS pour le traitement. Les données manquantes de certains modules des questionnaires jugés importants ont été estimées par stratification. La méthode consistait à classer ces entreprises en trois catégories distinctes en fonction du montant de leur chiffre d'affaires (les grandes, les moyennes et les petites). Selon les catégories identifiées un échantillon modèle a été constitué et les données ont été enfin extrapolées afin de disposer des résultats pour l'ensemble de la population de ces Entreprises. Il en est résulté un fichier final à partir duquel ont été tirés les tableaux analysés sur le logiciel EXCEL pour la production des graphiques.

<sup>1</sup> Manuel de classification des activités des Nations Unies.

L'enquête auprès des Entreprises de Sécurité réalisée en 2002 constitue une première dans le domaine statistique en Haïti. Elle offre l'opportunité de mettre en place des mécanismes permettant l'actualisation régulière des données recueillies.

## NORMES ET CONCEPTS

### Valeur Ajoutée

La valeur ajoutée représente la différence entre la valeur brute de la production et celle de la consommation intermédiaire. Elle constitue la richesse créée par une unité de production au cours d'un processus de production.

### Excédent Brut d'Exploitation

Dans le domaine de la Comptabilité Nationale, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) se définit comme étant le solde du Compte d'Exploitation d'un secteur institutionnel. C'est la différence entre la valeur ajoutée, la rémunération des salariés et les impôts nets des subventions d'exploitations.

### Taux de Marge

Le taux de marge correspond au rapport de l'excédent brut d'exploitation sur la valeur ajoutée. Il mesure l'importance du bénéfice d'exploitation dans la valeur ajoutée. C'est un indicateur du partage de la valeur ajoutée, entre les profits, les salaires et les prélèvements de l'Etat.

### Consommation Intermédiaire

La consommation intermédiaire correspond à la valeur des biens et services consommés dans un processus de production. Il ne faut pas confondre les biens de consommation intermédiaire avec les biens d'investissement: les biens de consommation intermédiaire disparaissent dans le processus de production tandis que les biens d'investissement ont une durée de vie beaucoup plus longue.

## INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE

Rue Joseph Janvier #1  
Tél.: 223 - 5501, 511 - 6560, 223 - 1011,  
222 - 5251, 221 - 5812, 223 - 8465  
Fax: (509) 222 - 2669  
E-mail: [ihsi@ihsi-ht.org](mailto:ihsi@ihsi-ht.org)